

**LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÉGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**MINISTÈRE DES FINANCES**

F. 95 — 636

[S-C — 3168]

**9 FEVRIER 1995****Loi modifiant la loi hypothécaire  
du 16 décembre 1851 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** A l'article 1er, alinéa 1er, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, modifié par l'article 4 de la loi du 8 juillet 1924, les mots « en entier » sont supprimés.

**Art. 2.** A l'article 2 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, modifié par l'article 1er de la loi du 10 octobre 1913, l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :

« Si l'acte assujéti à la transcription a pour objet des immeubles situés dans plusieurs ressorts, le délai ci-dessus est porté à trois mois. »

**Art. 3.** L'article 123 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque plusieurs titres, soumis à publicité, ont été présentés le même jour à la conservation des hypothèques, la préférence se détermine d'après la date de ces titres. Pour les titres ayant la même date, la préférence se détermine d'après le numéro d'ordre sous lequel la remise des titres est mentionnée au registre prescrit par l'article 124, 1<sup>o</sup>.

L'alinéa 1er ne s'applique pas aux créanciers visés à l'article 81, alinéa 2. »

**Art. 4.** La loi hypothécaire du 16 décembre 1851 est complétée par les chapitres X, XI et XII, intitulés comme il est dit ci-après et comprenant respectivement les articles 135 à 138, 139 à 143 et 144 :

« Chapitre X. — De la tenue et de la conservation des documents hypothécaires

**Art. 135.** Sont inscrits au registre des dépôts des titres dont la tenue est prescrite par l'article 124, 1<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> dans l'ordre de leur remise au conservateur des hypothèques, tous les actes, jugements, bordereaux et autres pièces quelconques, produits pour être transcrits, inscrits ou simplement mentionnés en marge des registres tenus en exécution de l'article 124, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>;

**MINISTERIE VAN FINANCIËN**

N. 95 — 636

[S-C — 3166]

**9 FEBRUARI 1995****Wet tot wijziging van de hypotheekwet  
van 16 december 1851 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeenvolgt :

**Artikel 1.** In artikel 1, eerste lid, van de hypotheekwet van 16 december 1851, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 8 juli 1924, worden de woorden « in hun geheel » geschrapt.

**Art. 2.** In artikel 2 van de hypotheekwet van 16 december 1851, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 10 oktober 1913, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Indien de akte die aan overschrijving is onderworpen, betrekking heeft op onroerende goederen in onderscheiden ambtsgebieden gelegen, wordt voornoemde termijn op drie maanden gebracht. »

**Art. 3.** Artikel 123 van de hypotheekwet van 16 december 1851, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer verscheidene openbaar te maken titels dezelfde dag op het kantoor van bewaring der hypotheeken zijn aangeboden, wordt de voorrang bepaald naar de dagtekening van die titels. Voor de titels die dezelfde datum dragen, wordt de voorrang bepaald naar het volgnummer waaronder de overhandiging van de titels vermeld wordt in het register voorgeschreven bij artikel 124, 1<sup>o</sup>.

Het eerste lid is niet van toepassing op de schuldeisers bedoeld in artikel 81, tweede lid. »

**Art. 4.** De hypotheekwet van 16 december 1851 wordt aangevuld met de hoofdstukken X, XI en XII, luidend zoals hierna bepaald en die respectievelijk de artikelen 135 tot 138, 139 tot 143, en 144 omvatten :

« Hoofdstuk X. — Wijze van houden en bewaren van de hypotheek bescheiden

**Art. 135.** In het register van de neergelegde titels, waarvan het houden is voorgeschreven bij artikel 124, 1<sup>o</sup>, worden ingeschreven :

1<sup>o</sup> in de volgorde van hun afgifte aan de hypotheekbewaarder, alle akten, vonnissen, borderellen en enig ander stuk aangeboden om overgeschreven, ingeschreven of eenvoudig vermeld te worden op de kant van de registers die worden gehouden ter uitvoering van artikel 124, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>;

(1) *Session 1993-1994 :*

Chambres des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1505/1. — Rapport fait au nom de la Commission n° 1505/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 1994.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants n° 1266/1. — Rapport fait au nom de la Commission n° 1266/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 31 janvier 1995. — Adoption. Séance du 1er février 1995.

(1) *Zitting 1993-1994 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1505/1. — Verslag namens de Commissie nr. 1505/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en goedkeuring. Vergadering van 20 december 1994.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 1266/1. — Verslag namens de Commissie nr. 1266/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 31 januari 1995. — Goedkeuring. Vergadering van 1 februari 1995.

2° les actes et jugements accordant ou ordonnant une mainlevée totale ou partielle et qui sont produits en vue d'une radiation ou d'une réduction.

Art. 136. Les inscriptions au registre des dépôts des titres font l'objet, sans déplacement, d'une copie établie immédiatement, sinon après la clôture du registre, par les soins du conservateur des hypothèques ou par le fonctionnaire spécialement délégué à cet effet par le directeur général de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Art. 137. Les officiers publics et les fonctionnaires établissent une copie certifiée conforme de tout acte qui est produit en brevet ou en original en vue d'une radiation, d'une réduction ou d'une mention marginale.

La copie est remise au conservateur des hypothèques en même temps que l'acte. Elle fait foi comme cet acte, en cas de perte ou de destruction de celui-ci.

Art. 138. Le Ministre des Finances détermine la forme des copies visées aux articles 136 et 137.

Ces copies sont déposées en un lieu, dans le délai et suivant les modalités déterminés par le Ministre des Finances.

#### Chapitre XI. — Désignation des parties et des immeubles

Art. 139. § 1er. Dans tout acte ou document, sujet à publicité dans un bureau des hypothèques, toute personne physique sous le nom de laquelle la publicité doit être assurée est désignée par son nom suivi de ses prénoms, ses lieu et date de naissance ainsi que son domicile.

Lorsque l'acte est authentique ou lorsqu'il s'agit de l'inscription d'une hypothèque légale, l'officier public, le fonctionnaire instrumentant ou la personne habilitée à requérir cette inscription sont tenus de certifier ces nom, prénoms, lieu et date de naissance soit dans le corps, soit au pied de l'acte ou du document. Cette certification est établie d'après les registres de l'état civil, le carnet de mariage ou le registre national des personnes physiques pour autant que, dans ce dernier cas, l'acte authentique ou le document mentionne, de l'accord exprès des parties, le numéro d'identification dans ce registre. Les expéditions et extraits présentés au conservateur des hypothèques reproduisent le contenu de cette certification.

Dans les autres cas, un extrait des registres de l'état civil est joint à l'acte ou au document.

§ 2. Si la personne sous le nom de laquelle la publicité doit être assurée n'est pas connue dans les registres de l'état civil ni au registre national, l'officier public, le fonctionnaire ou la personne requérante, selon le cas, précise dans la certification visée ci-dessus ou au pied de l'acte ou du document, la pièce d'identité au vu de laquelle ont été déterminés les nom, prénoms, lieu et date de naissance de l'intéressé.

A défaut des pièces d'identification visées par les alinéas qui précèdent, il peut y être suppléé par un acte de notoriété dressé par un notaire belge.

§ 3. Pour les jugements sujets à publicité, l'identification des personnes sera certifiée par un notaire, par le fonctionnaire ou par l'autorité intervenante, au pied de l'expédition, de la manière prévue au présent article.

§ 4. Le nom patronymique doit figurer en premier lieu et être écrit en lettres majuscules; les prénoms sont écrits en lettres minuscules et sont indiqués dans l'ordre où ils figurent dans le document qui a servi à l'identification.

§ 5. Le Roi peut compléter les règles d'identification énoncées au présent article.

Art. 140. Dans tout acte ou document, sujet à publicité dans un bureau des hypothèques, toute société, association ou autre personne morale de droit privé dans le chef de laquelle la publicité doit être assurée, doit être désignée par sa dénomination, sa forme juridique, la date de l'acte constitutif et le siège social ou statutaire ainsi que par le numéro d'identification à la TVA si elle est assujettie.

Le Roi peut compléter les règles d'identification énoncées au présent article.

Art. 141. La désignation des immeubles qui font l'objet d'un acte ou d'un document sujet à publicité, comporte les indications suivantes : la situation géographique (commune, rue ou hameau, numéro de police), la désignation cadastrale résultant d'un extrait de matrice datant de moins d'un an, la nature et la contenance. Si depuis la

2° de l'acte en vain, les actes et jugements accordant ou ordonnant une mainlevée totale ou partielle et qui sont produits en vue d'une radiation ou d'une réduction.

Art. 136. Van de inschrijvingen in het register van de neergelegde titels wordt onverwijld, zo niet na afsluiting van het register zonder verplaatsing een kopie gemaakt door de hypotheekbewaarder of door de daartoe door de directeur-generaal van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen gedelegeerde ambtenaar.

Art. 137. De openbare en andere ambtenaren maken een echt verklaarde kopie van iedere akte die in brevet of origineel wordt aangeboden met het oog op doorhaling, vermindering of kantmelding.

De kopie wordt overhandigd aan de hypotheekbewaarder terzelfder tijd als de akte. Ze heeft dezelfde bewijskracht als deze akte in geval van verlies of vernieling van deze laatste.

Art. 138. De Minister van Financiën bepaalt de vorm van de kopieën bedoeld in de artikelen 136 en 137.

De kopieën worden neergelegd op een plaats, binnén de termijn en volgens de regels bepaald door de Minister van Financiën.

#### Hoofdstuk XI. — Vermelding van de partijen en van de onroerende goederen

Art. 139. § 1. In iedere akte of ieder stuk waarvan de openbaarmaking in een hypotheekkantoor vereist is, wordt ieder natuurlijke persoon op wiens naam de openbaarmaking moet geschieden vermeld met zijn naam, gevolgd door zijn voornamen, plaats en datum van geboorte, en zijn woonplaats.

Indien de akte authentiek is of in geval van inschrijving van een wettelijke hypotheek waarmerkt de instrumenterende ambtenaar of de persoon die de inschrijving kan vorderen, de naam, de voornamen en de plaats en datum van geboorte hetzij in de tekst, hetzij onderaan de akte of het stuk. Die waarmerking geschiedt op grond van de gegevens vervat in de registers van de burgerlijke stand, het trouwboekje of het rijksregister van de natuurlijke personen, voor zover in laatstgenoemd geval de authentieke akte of het stuk, met de uitdrukkelijke instemming van de partijen, het identificatienummer in dat register vermeldt. De expedities en uittreksels aangeboden aan de hypotheekbewaarder geven de inhoud van de waarmerking weer.

In de andere gevallen wordt een uittreksel uit de registers van de burgerlijke stand gevoegd bij de akte of het stuk.

§ 2. Indien de persoon op wiens naam de openbaarmaking moet geschieden, niet bekend is in de registers van de burgerlijke stand noch in het rijksregister, bepaalt de openbare ambtenaar, de andere ambtenaar of de aanvrager, naargelang van het geval, in de bovengenoemde waarmerking of onderaan de akte of het stuk, het identiteitsbewijs op grond waarvan de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte van de betrokkene zijn vastgesteld.

Bij gebrek aan de identificatiestukken bedoeld in de voorgaande leden, kunnen deze laatste worden vervangen door een akte van bekendheid opgesteld door een Belgisch notaris.

§ 3. Voor de openbaar te maken vonnissen wordt de identificatie van de personen gewaarmerkt door een notaris, door de ambtenaar of door de optredende overheid, onderaan de expeditie, op de wijze voorgeschreven bij dit artikel.

§ 4. De familienaam moet eerst vermeld worden en wordt in hoofdletters geschreven; de voornamen worden in kleine letters geschreven en worden vermeld in de volgorde waarin zij voorkomen in het stuk op grond waarvan de identificatie is geschied.

§ 5. De Koning kan de in dit artikel genoemde identificatieregels aanvullen.

Art. 140. In iedere akte of ieder stuk waarvan de openbaarmaking in een hypotheekkantoor vereist is, moet iedere vennootschap, vereniging of andere privaatrechtelijke rechtspersoon op wiens naam de openbaarmaking moet geschieden vermeld worden met de benaming, rechtsvorm, datum van de oprichtingsakte en de zetel van de vennootschap of de statutaire zetel, alsook met het BTW-identificatienummer indien deze vennootschap, vereniging of rechtspersoon belastingplichtig is.

De Koning kan de in dit artikel genoemde identificatieregels aanvullen.

Art. 141. De vermelding van de onroerende goederen waarvoor een openbaar te maken akte of stuk is opgemaakt, bevat de volgende gegevens : geografische ligging (gemeente, straat of gehucht, politienummer), kadastrale beschrijving, zoals blijkt uit een uittreksel, minder dan een jaar oud, uit de kadastrale legger,

transcription du dernier titre, les éléments de la situation géographique et de la désignation cadastrale ont été modifiés, il y a lieu de fournir également ces données telles qu'elles résultent de ce dernier titre.

Lorsqu'il s'agit d'étages ou de parties d'étages d'un immeuble visé par l'article 577 bis, § 11, du Code civil, la désignation doit en outre être conforme aux indications de l'acte de base transcrit et des actes transcrits qui l'ont modifié.

Il est fait mention dans l'acte ou le document, sujet à publicité, du titre de propriété des immeubles concernés et du dernier titre transcrit s'il a moins de trente ans.

Le Roi peut compléter les règles d'identification énoncées au présent article.

Art. 142. Le Roi détermine la manière dont sont désignées, dans toute demande de certificat, les personnes physiques ou morales, dans le chef desquelles les renseignements sont requis ainsi que les immeubles concernés.

Art. 143. Le conservateur des hypothèques peut refuser de procéder à l'ensemble de la formalité dont la publicité est requise ou de délivrer le certificat demandé lorsque les dispositions des articles 139 à 142 n'ont pas été respectées.

Chapitre XII. — Des formes matérielles des formalités de publicité et des réquisitions

Art. 144. Le Roi peut :

1° déterminer les conditions auxquelles doivent répondre les documents destinés à la publicité hypothécaire et les formes matérielles de celle-ci; Il peut notamment prescrire l'utilisation de formules dont le modèle est arrêté par le Ministre des Finances;

2° déterminer les formes matérielles et le contenu de toute réquisition de copie, extrait ou certificat; Il peut prescrire l'utilisation de formules dont le modèle est arrêté par le Ministre des Finances;

3° fixer les conditions de forme des certificats délivrés par les conservateurs des hypothèques;

4° régler la tenue des registres visés aux articles 124 et 125 ainsi qu'en arrêter les formes matérielles. »

Art. 5. Le Roi détermine la destination et les mesures de conservation des documents qui ont été antérieurement déposés aux greffes des tribunaux de première instance conformément aux articles 1er et 4, alinéa 2, de la loi du 4 juillet 1887 concernant la conservation des archives des bureaux d'hypothèques.

Art. 6. § 1er. Dans l'article 4 de la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, ainsi que l'agrément et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation, modifié par l'arrêté royal n° 282 du 30 mars 1936, confirmé par la loi du 4 mai 1936, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Le propriétaire grevé est désigné de la manière prescrite par les articles 139 et 140 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851. »

§ 2. L'article 1568, alinéa 1er, 2°, du Code judiciaire est remplacé par le texte suivant :

« 2° la désignation des immeubles saisis de la manière prescrite par l'article 141 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851. »

§ 3. A l'article 37, alinéa 4 et à l'article 45, § 1er, alinéa 3, de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, et à l'article 52, § 3, alinéa 1er, de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure, les mots « 12 et 13 de la loi du 10 octobre 1913 apportant des modifications à la loi hypothécaire » sont remplacés par les mots « 139 à 141 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ».

§ 4. A l'article 59, 11° du Code des droits de timbre, les mots « les doubles ou copies des actes de mainlevée ou de requêtes en radiation, remis au conservateur des hypothèques pour être déposés au greffe du tribunal » sont remplacés par « les copies visées à l'article 137 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ». »

aard en oppervlakte. Indien sedert de overschrijving van de laatste titel de gegevens betreffende de geografische ligging en de kadastrale beschrijving gewijzigd zijn, moeten die gegevens zoals ze blijken uit die titel eveneens worden vermeld.

Betreft het verdiepingen of gedeelten van verdiepingen van een onroerend goed bedoeld in artikel 577 bis, § 11, van het Burgerlijk Wetboek, dan moet de vermelding tevens conform de gegevens zijn van de overgeschreven basisakte en van de overgeschreven akten die de basisakte hebben gewijzigd.

In de akte of het stuk waarvan de openbaarmaking vereist is, wordt de eigendomstitel van de desbetreffende onroerende goederen vermeld en de laatst overgeschreven titel indien hij minder dan dertig jaar oud is.

De Koning kan de in dit artikel genoemde identificatieregels aanvullen.

Art. 142. De Koning bepaalt de wijze waarop in elke aanvraag om een getuigschrift, de natuurlijke en de rechtspersonen uit hoofde van wie inlichtingen worden gevraagd en de betrokken onroerende goederen, moeten worden vermeld.

Art. 143. De hypotheekbewaarder mag weigeren het geheel van de formaliteit waarvan de openbaarmaking gevraagd is te vervullen of het gevraagde getuigschrift af te geven indien niet is voldaan aan het bepaalde in de artikelen 139 tot 142.

Hoofdstuk XII. — Materiële vormen van de formaliteiten van openbaarmaking en van de aanvragen

Art. 144. De Koning kan :

1° de vereisten vaststellen waaraan de stukken bestemd voor hypothécaire openbaarmaking moeten voldoen, alsook de materiële vormen ervan; Hij kan inzonderheid het gebruik voorschrijven van formulieren waarvan het model bepaald wordt door de Minister van Financiën;

2° de materiële vormen en de inhoud bepalen van iedere aanvraag om een kopie, uittreksel of getuigschrift; Hij kan het gebruik voorschrijven van formulieren waarvan het model bepaald wordt door de Minister van Financiën;

3° de vormvoorwaarden bepalen van de getuigschriften afgeleverd door de hypotheekbewaarders;

4° het houden van de registers bedoeld in de artikelen 124 en 125 regelen alsook de materiële vormen ervan bepalen. »

Art. 5. De Koning bepaalt de bestemming en de maatregelen voor het bewaren van de stukken die voorheen zijn neergelegd op de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg overeenkomstig de artikelen 1 en 4, tweede lid, van de wet van 4 juli 1887 betreffende de bewaring van de archieven van de hypotheekkantoren.

Art. 6. § 1. In artikel 4 van de wet van 25 oktober 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto en het in pand geven van de factuur, alsmede de aanvaarding en de keuring van de rechtstreeks voor het gebruik gedane leveringen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 282 van 30 maart 1936, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936, worden het vierde en het vijfde lid vervangen door het volgende lid :

« De bezwaarde eigenaar wordt vermeld op de wijze voorgeschreven bij de artikelen 139 en 140 van de hypotheekwet van 16 december 1851. »

§ 2. Artikel 1568, eerste lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« 2° de vermelding van de in beslag genomen onroerende goederen op de wijze voorgeschreven bij artikel 141 van de hypotheekwet van 16 december 1851. »

§ 3. In artikel 37, vierde lid, en in artikel 45, § 1, derde lid, van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, en in artikel 52, § 3, eerste lid, van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken, worden de woorden « 12 en 13 van de wet van 10 oktober 1913 tot wijziging van de hypotheekwet » vervangen door de woorden « 139 tot 141 van de hypotheekwet van 16 december 1851 ».

§ 4. In artikel 59, 11°, van het Wetboek der zegelrechten, worden de woorden « dubbels of kopies van akten van opheffing of van verzoekschriften tot doorhaling afgegeven aan de hypotheekbewaarder om ter griffie der rechtbank te worden neergelegd » vervangen door de woorden « kopieën bedoeld in artikel 137 van de hypotheekwet van 16 december 1851 ». »

**Art. 7. Sont abrogés :**

1<sup>o</sup> la loi du 4 juillet 1887 concernant la conservation des archives des bureaux d'hypothèques, modifiée par les lois du 25 mars 1891, du 31 août 1891, du 28 août 1921 et du 10 juin 1922;

2<sup>o</sup> dans la loi du 10 octobre 1913 apportant des modifications à la loi hypothécaire et à la loi sur l'expropriation forcée et réglant à nouveau l'organisation de la conservation des hypothèques, l'article 12, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 64 du 30 novembre 1939 et la loi du 13 août 1947, et l'article 13.

**Art. 8. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.**

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

**Ph. MAYSTADT**

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
**M. WATHELET**

**Art. 7. Opgeheven worden :**

1<sup>o</sup> de wet van 4 juli 1887 betreffende de bewaring van de archieven van de hypotheekkantoren, gewijzigd bij de wetten van 25 maart 1891, 31 augustus 1891, 28 augustus 1921 en 10 juni 1922;

2<sup>o</sup> in de wet van 10 oktober 1913 brengende wijzigingen in de hypotheekwet en in de wet op de gedwongen onteigening en regende opnieuw de inrichting van de bewaring der hypotheeken, artikel 12, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 en bij de wet van 13 augustus 1947, en artikel 13.

**Art. 8. De Koning stelt voor iedere bepaling van deze wet de datum van inwerkingtreding vast.**

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 februari 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

**Ph. MAYSTADT**

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
**M. WATHELET**

F. 95 — 637

**1<sup>er</sup> MARS 1995.** — Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, et de certaines dispositions de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé

**ALBERT II, Roi des Belges,**

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, notamment les articles 249, § 3, et 252, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacés par la loi du 27 décembre 1993; et l'article 277;

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 158, alinéa 2, 1<sup>o</sup>;

Vu l'article 91, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des dispositions fiscales et autres;

Vu la loi du 23 décembre 1994 relative aux systèmes de protection des dépôts auprès des établissements de crédit;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1992 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, en ce qui concerne la Caisse nationale de Crédit professionnel;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1992 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, en ce qui concerne l'Institut national de Crédit agricole;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les articles 22 et 110 de la loi du 22 mars 1993 disposent que les établissements de crédit établis en Belgique doivent participer à un système collectif de protection des dépôts; que ces dispositions s'appliquent aux établissements de crédit tant privés que publics; qu'en vertu de l'article 158, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, le Roi a le pouvoir de fixer la date d'entrée en vigueur de ces dispositions;

Qu'en vertu de la loi du 23 décembre 1994, un protocole a été conclu entre l'Institut de Récompte et de Garantie et les représentants des établissements de crédit en vue d'instituer un nouveau

N. 95 — 637

**1 MAART 1995.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, en van sommige bepalingen van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen

**ALBERT II, Koning der Belgen,**

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, inzonderheid op de artikelen 249, § 3, en 252, eerste lid, vervangen door de wet van 27 december 1993, en artikel 277;

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 158, tweede lid, 1<sup>o</sup>;

Gelet op artikel 91, § 2 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen;

Gelet op de wet van 23 december 1994 inzake depositobeschermingsregelingen voor de kredietinstellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1992 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, wat betreft de Nationale Kas voor Beroepskrediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1992 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, wat betreft het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de artikelen 22 en 110 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, bepalen dat de in België gevestigde kredietinstellingen moeten deelnemen aan een collectieve depositobeschermingsregeling; dat deze bepalingen van toepassing zijn op zowel particuliere als openbare kredietinstellingen; dat krachtens artikel 158, tweede lid, 1<sup>o</sup>, de Koning de bevoegdheid heeft de datum van inwerkingtreding van deze bepalingen vast te stellen;

Dat krachtens de wet van 23 december 1994 een protocol werd gesloten tussen het Herdiskonterings- en Waarborginstituut en de vertegenwoordigers van de kredietinstellingen teneinde een nieuw